

MARCHE PUBLIC DE SERVICES



Pouvoir adjudicateur :

Régie du Min de Bordeaux Brienne

110 QUAI DE PALUDATE

33800 BORDEAUX CEDEX

05.56.85.52.75

marchepublic@min-bordeaux-brienne.fr

Profil acheteur : <https://demat-ampa.fr>

PROCEDURE MP2025-05

**MAINTENANCE ET INSTALLATION DES ÉQUIPEMENTS
COURANT FORT ET COURANT FAIBLE
SUR LE SITE DU MIN DE BORDEAUX BRIENNE**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES PLIS

19/05/2025 à 16h00

Procédure formalisée

Articles R 2124-2 1° et R 2161-2 à R 2161-5 du Code la commande publique

TABLE DES MATIERES

1	OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1	Objet de la consultation.....	4
1.2	Nomenclature	4
1.3	Procédure de passation	4
1.4	Décomposition en tranches et en lots	4
2	Conditions relatives au marché.....	4
2.1	Type et forme de contrat.....	4
	Accord-cadre	4
	Forme du prix	5
2.2	Durée.....	5
2.3	Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
2.4	PRESTATIONS SIMILAIRES	5
3	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
3.1	Visite FACULTATIVE.....	5
3.2	Option - Variante	6
3.3	Délai de validité des offres.....	6
3.4	Modification de détail du dossier de consultation	6
3.5	Dispositions relatives aux groupements.....	6
4	CONTENU ET MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
4.1	Contenu du dossier de consultation	7
4.2	Remise du dossier de consultation et publicité.....	7
5	PRESENTATION DE L'OFFRE.....	7
5.1	Justificatifs de candidature	8
5.2	Justificatifs de l'offre	9
5.3	Protection des données à caractère personnel.....	9
6	REMISE DES OFFRES	10
6.1	Modalités de transmission des offres.....	10
6.2	Conditions liées à la dématérialisation	10
6.3	Modalités d'envoi des propositions dématérialisées	10
7	SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	12
7.1	Critères de sélection des candidatures.....	12

7.2	Jugement des offres.....	12
	Critères	12
	Méthode.....	13
8	PRECISIONS CONCERNANT LE JUGEMENT DES OFFRES.....	14
8.1	Attribution du marché	14
9	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS.....	14
10	Procédures de recours	15
11	PARTICIPATION A LA CONSULTATION	15

1 OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de la consultation concerne la passation d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande relatif à la maintenance et à l'installation d'équipements électriques courant fort et courant faible sur le site du Marché d'Intérêt National de Bordeaux Brienne.

Lieu d'exécution :

MARCHE D'INTERET NATIONAL DE BORDEAUX BRIENNE 110 QUAI DE PALUDATE 33800 BORDEAUX

1.2 NOMENCLATURE

Codes CPV	Objet
50711000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment
45311200	Travaux d'installations électriques

1.3 PROCEDURE DE PASSATION

La procédure applicable à la présente consultation est la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R 2124-2 1° et des articles R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique.

1.4 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

Le marché fait l'objet d'un lot unique dans la mesure où l'allotissement rendrait plus difficile l'exécution des prestations. La qualification des prestations en maintenance ou en travaux étant délicate, les droits d'exclusivité du titulaire sont ainsi préservés.

2 CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

2.1 TYPE ET FORME DE CONTRAT

ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est passé en application des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Le contrat est un accord-cadre mono-attributaire qui donnera lieu à l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu pour toute la durée de l'accord-cadre – reconductions comprises – pour les montants minimum et maximum en valeur suivants :

Seuil minimum	100 000 € HT
Seuil maximum	400 000 € HT

La partie forfaitaire entre dans le calcul des montants minimum et maximum.

FORME DU PRIX

Le marché est traité à prix mixtes.

2.2 DUREE

Les stipulations relatives à la durée de l'accord-cadre figurent au sein du Cahier des clauses particulières (CCP).

2.3 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes :

- Budget propre de la Régie du MIN de Bordeaux Brienne.
- Forme du prix : prix mixtes
- Modalités de variation des prix : prix révisables
- Règlement des comptes selon les modalités du Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS)
- Paiement direct par virement administratif au comptable assignataire

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

2.4 PRESTATIONS SIMILAIRES

La Régie du MIN se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de R2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

3 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 VISITE FACULTATIVE

Une visite facultative est organisée pour les opérateurs économiques qui souhaiteraient s'assurer d'une parfaite connaissance du site pour présenter leur offre.

2 visites communes sont organisées aux dates suivantes :

Le lundi 5/05/2025 à 14h30

Le mardi 6/05/2025 à 9h00

Les candidats intéressés devront prévenir de leur présence pour l'une ou l'autre des 2 visites par mail à l'adresse contact@min-bordeaux-brienne.fr

La visite est facultative, elle ne donnera pas lieu à attestation.

3.2 OPTION - VARIANTE

- Option : aucune option n'est autorisée.
- Variante :
 - Aucune variante n'est admise de la part des soumissionnaires.
 - L'acheteur ne prévoit pas de variante.

3.3 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.4 MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

La Régie du MIN se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail aux Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE). Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base des DCE modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude des DCE par les soumissionnaires, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à apporter de modifications au dossier de consultation.

3.5 DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS

Une entreprise se présentant seule ou un groupement d'entreprises pourra être désigné attributaire.

Les opérateurs économiques peuvent se présenter sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Les candidats n'ont pas la possibilité de présenter pour la consultation plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

4 CONTENU ET MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

4.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

- Le présent Règlement de la Consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes
- Le fichier financier comportant la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour la maintenance préventive, le Bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail estimatif du chantier type
- Le cadre de réponse technique
- Les formulaires DC1, DC2 et DC4
- Le cadre de pouvoir au mandataire
- La fiche de renseignement du candidat

4.2 REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION ET PUBLICITE

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger gratuitement les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence sur le profil acheteur du MIN disponible à l'adresse suivante :

Adresse électronique de retrait des dossiers :

<http://demat-ampa.fr>

Préciser le numéro de référence : **MP2025-05**

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat peut renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou reports de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

5 PRESENTATION DE L'OFFRE

Les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 JUSTIFICATIFS DE CANDIDATURE

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces de la candidature telles que prévues aux articles L2142-1, R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles <i>Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance no 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique : l'acheteur ne tient pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19. Ces dispositions s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2023.</i>	Non
Si besoin est, copie du ou des jugements relatifs à une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente (traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France)	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Les services réalisés sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Conformément aux articles R2143-13 et suivants du Code de la commande publique, les documents et renseignements de candidature mentionnés ci-dessus ne seront pas à transmettre par le candidat :

- s'ils sont accessibles gratuitement par La Régie du MIN, par le biais d'un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Dans ce cas, le candidat devra mentionner obligatoirement dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace ;
- si ces documents ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation sous réserve toutefois que les documents et renseignements fournis demeurent valables.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles au sein du Dossier de consultation complété avec les éléments demandés ne figurant pas directement sur les formulaires

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces conformément à l'article R2144-2 du Code de la commande publique, dans un délai de 5 jours ouvrés.

5.2 JUSTIFICATIFS DE L'OFFRE

Sont à remettre, par chaque candidat, un projet de marché comprenant les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement complété et signé (la signature pourra intervenir au plus tard lors de l'attribution)
- Le fichier financier renseigné au format .xls
- Le cadre de réponse technique renseigné et ses annexes éventuelles
- Le(s) catalogue(s) fournisseurs
- La fiche de renseignement du candidat complétée

5.3 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les informations ici recueillies font l'objet d'un traitement informatique par la Régie du MIN de Bordeaux Brienne pour les finalités suivantes : enregistrement des offres pour instruire la procédure de passation du contrat (analyse des candidatures et des offres, classement des offres, attribution et rejet des offres, notification du contrat et exécution du contrat).

Ce traitement est nécessaire à l'exécution de la mission de la Régie du MIN de Bordeaux Brienne. Le ou les destinataire(s) des données sont des personnes habilitées par la Régie du MIN à raison de leurs attributions ou de leur droit à connaître de ces données pour l'exercice de leurs missions. Les données collectées sont uniquement destinées à un usage interne et ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution de la finalité du traitement, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales, soit 5 ans pour les offres non retenues et 10 ans pour les offres retenues à compter de la date de fin d'exécution du contrat.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les candidats disposent pour les traitements les concernant, de droits d'accès aux données, de rectification, d'opposition, à l'effacement ou à la limitation ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Les candidats peuvent exercer ces droits en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse mail suivante : contact@min-bordeaux-brienne.fr ou par courrier postal : Délégué à la Protection des Données, Régie du MIN de Bordeaux Brienne, 110 quai de Paludate, 33800 Bordeaux.

Pour en savoir plus, le titulaire peut consulter ses droits sur le site de la CNIL.

6 REMISE DES OFFRES

Les plis sont transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

6.1 MODALITES DE TRANSMISSION DES OFFRES

La remise des offres sous format papier n'est pas autorisée.

Les candidats transmettent leurs offres par voie électronique sur le profil acheteur du MIN à l'adresse suivante : <http://demat-ampa.fr>

6.2 CONDITIONS LIEES A LA DEMATERIALISATION

Les dossiers des candidats contiendront autant que possible 2 fichiers comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

6.3 MODALITES D'ENVOI DES PROPOSITIONS DEMATERIALISEES

Les candidats prendront connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site <http://demat-ampa.fr>.

Les candidats ont la possibilité d'effectuer un « dépôt test » via la plate-forme de test à l'adresse URL suivante : [Portail des marchés publics \(demat-ampa.fr\)](http://Portail%20des%20marchés%20publics%20(demat-ampa.fr))

Pour toute difficulté rencontrée une assistance téléphonique est à la disposition des candidats après demande préalable via l'onglet « Assistance en ligne ».

Il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique et d'anticiper vos dépôts.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Au moment du dépôt, la signature de la candidature et de l'offre sera recommandée mais non obligatoire. Elle ne sera exigée que pour l'attributaire du marché, celle-ci pourra prendre la forme d'une signature électronique ou de la copie scannée de l'acte d'engagement signé manuellement.

Dans le cas d'une signature électronique, elle devra être individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié ou une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère.

Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Les copies de sauvegarde peuvent être remises en mains propres ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'adresse suivante : Régie du MIN de Bordeaux Brienne, 110 quai de Paludate, 33800 Bordeaux

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

7 SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

7.1 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues à l'article R2144-1 du code de la commande publique.

Les candidatures seront ainsi appréciées, à partir des informations fournies dans le dossier de candidature, au regard des critères suivants :

1. L'aptitude à exercer l'activité professionnelle considérée appréciée à travers la production de copies de certificats de capacité ou de qualification professionnelle et les autorisations administratives ;
2. Les capacités techniques et professionnelles appréciées à travers les références ainsi que les moyens humains et techniques du candidat

7.2 JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des offres sera effectuée dans les conditions définies à l'article R2152-6 du code de la commande publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée en cas de négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

CRITERES

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants :

Critères	Note Globale
Prix des prestations (P) Jugé eu égard aux offres de prix :	70/100
P1. Montant global et forfaitaire de la maintenance préventive	20/100
P2. Montant total du Détail estimatif aux quantités masquées	30/100
P3. Montant total du chantier type	20/100

Valeur technique (VT)	30/100
Jugée eu égard au contenu du cadre de réponse technique :	
VT1. Méthodologie d'exécution et moyens mobilisés	20/100
VT2. Mesures en faveur du développement durable et de la qualité environnementale	10/100

METHODE

CRITERE PRIX

Une note sera attribuée pour chaque sous-critère une note avec la formule suivante :

$P1 = 20 \times \text{Prix de l'offre moins-disante}$

Prix de l'offre examinée

La note P1 sera arrondie à 2 décimales après la virgule.

$P2 = 30 \times \text{Prix de l'offre mieux-disante}$

Prix de l'offre examinée

La note P2 sera arrondie à 2 décimales après la virgule.

S'agissant du Détail estimatif aux quantités masquées :

Avant la date limite de remise des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur validera le détail quantitatif estimatif. Les quantités retenues seront celles définies sur une année type de commandes pour la Régie du MIN de Bordeaux Brienne.

Ces quantités, non contractuelles, ne sont pas portées à la connaissance des candidats.

Le montant total du Détail estimatif aux quantités masquées du critère P2 sera donc déterminé par application des quantités définies aux prix unitaires proposés par les candidats dans leur bordereau des prix.

$P3 = 20 \times \text{Prix de l'offre moins-disante}$

Prix de l'offre examinée

La note P3 sera arrondie à 2 décimales après la virgule.

CRITERE VALEUR TECHNIQUE

Ce critère sera évalué sur les éléments apportés dans le cadre de réponse technique, au regard de la capacité du candidat à proposer l'offre technique la plus pertinente.

Une note sera attribuée pour chaque sous-critère en fonction de la qualité des éléments présentés,

	Pour le VT1, noté sur 20	Pour le VT2, noté sur 10
Réponse non satisfaisante	0	0
Réponse peu satisfaisante	6	3
Réponse moyennement satisfaisante	10	5
Réponse satisfaisante	16	8
Réponse très satisfaisante	20	10

La somme des notes des sous-critères donnera la note du critère valeur technique sur 30.

La somme des notes des critères prix et valeur technique donnera quant à elle une note finale sur 100, permettant de classer les offres.

8 PRECISIONS CONCERNANT LE JUGEMENT DES OFFRES

8.1 ATTRIBUTION DU MARCHE

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

A défaut de production dans le délai imparti, le marché public sera attribué à l'offre classée en deuxième position, dans les mêmes conditions.

9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://demat-ampa.fr/>

au plus tard le 9/05/2025

Le pouvoir adjudicateur délivrera les renseignements complémentaires demandés dans un délai de 3 jours avant la date limite de réception des offres.

Les renseignements complémentaires demandés par l'un des candidats seront simultanément délivrés à l'ensemble des candidats figurant aux registres des retraits ou des dépôts ou ayant déposé une question.

10 PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet

BP 947

33063 BORDEAUX CEDEX

Tél : +33 556993800

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats pourront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet

BP 947

33063 BORDEAUX CEDEX

<http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

11 PARTICIPATION A LA CONSULTATION

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement.